

II. 1. 3. ASSURANCE-QUALITÉ INTÉGRÉE DANS LA DÉFINITION DU BESOIN

Les modalités de vérification de la conformité du produit aux spécifications doivent être intégrées dans la définition du besoin.

Ainsi, les entreprises soumissionnaires pourront être jugées, au stade de l'examen des offres, selon leur capacité à se conformer aux exigences de qualité. Toutefois, dans le règlement de la consultation, il ne peut être exigé d'un candidat la possession d'un certificat de système de la qualité.

Cependant, pour accéder à la commande publique, les entreprises doivent pouvoir justifier - lors de la phase d'examen des candidatures en appel d'offres restreint - d'une organisation qualité dans le respect des exigences de la norme citée dans l'appel d'offres. La certification des systèmes n'étant qu'un des moyens qui leur sont offerts.

La certification de système qualité peut être un des critères pris en compte au moment de l'attribution du marché pour départager des offres équivalentes.

Cette certification, définie comme critère de choix, assure à l'acheteur public que le système est vérifié régulièrement par l'organisme certificateur. Elle donne aux produits fabriqués ou aux services rendus par l'entreprise, une présomption de qualité régulière durant toute la durée du marché.

En vue de l'examen des candidatures, l'acheteur public peut exceptionnellement (si la qualité du produit ou du service à acquérir, ou si les critères de complexité, sûreté, fiabilité, coût global l'exigent), dans l'avis d'appel public à la concurrence ou dans le règlement de consultation, demander que les entreprises candidates soient en mesure de justifier qu'elles ont une organisation fondée sur un système qualité et réservée aux cas où la qualité n'est pas conforme aux normes de la série NF-EN-ISO 9001, 9002 ou 9003, la norme ainsi citée devant être en adéquation avec le niveau de la qualité du produit, mais cette exigence doit demeurer exceptionnelle.

A partir de ce principe de base, lié à la justification des capacités techniques prévue à l'article 52 du Code des marchés publics, les candidats ont deux moyens à leur disposition :

- proposer un certificat attribué par un organisme certificateur ;
- justifier de l'existence d'un manuel qualité et de procédures qui peuvent être éventuellement vérifiés par l'acheteur ou son représentant. A ce stade, il n'est donc pas envisageable d'imposer aux candidats d'être en possession d'une certification de système qualité, exigence qui remettrait en cause le principe d'égalité d'accès des entreprises à la commande publique.

Dans la phase d'examen des offres, l'analyse de l'ensemble des critères cités dans le règlement de la consultation permet, normalement, d'identifier objectivement une entreprise comme étant la meilleure ; le fait que l'entreprise ainsi retenue soit ou non certifiée n'intervient pas dans cette décision.

II. 1. 4. DÉFINITION DES DOCUMENTS JUSTIFIANT LE RESPECT DES EXIGENCES SPÉCIFIÉES

L'acheteur ne doit pas oublier de préciser dans l'appel d'offres la nature du document qui justifie que les produits sont conformes aux exigences spécifiées (certificat de conformité, procès-verbal...)

II. 1. 5. CRITÈRES DE CHOIX

Un lien entre la démarche qualité et le coût du produit doit être établi. Le prix intègre le coût global en tenant compte des exigences particulières éventuellement formulées (délais, zéro défaut, stockage, routage...).